

faire face aujourd'hui à des frais d'enseignement énormes. Nos propriétaires, qui ont à les acquitter, ne pourront pas tenir le coup longtemps encore.

J'aborde maintenant le véritable problème du Canada, celui du commerce mondial. Je pourrais commenter l'accord sur le blé ou les restrictions dont on a gêné la vente du bétail et d'autres denrées aux États-Unis depuis quatre ou cinq ans. Je pourrais également commenter la dévaluation du dollar canadien. Je vais, de fait, toucher ce point. J'ai longtemps prêché au Sénat qu'une dévaluation limitée nous serait plus avantageuse. Puis le sénateur de Toronto-Trinity (l'honorable M. Roebuck),—auquel je n'ai jamais attribué beaucoup de mérite,—(*Exclamations*) m'a convaincu que nous devrions permettre à notre monnaie de trouver son propre niveau. Ayant accepté cette théorie, je la préconise depuis deux ans. L'an dernier, lors de la dévaluation par la Grande-Bretagne de la livre sterling, force nous fut de dévaluer notre dollar de 10 p. 100; depuis, la situation de notre dollar s'est améliorée comme mon collègue et moi l'avions prévu. A l'heure qu'il est, des gens demandent pourquoi le commerce mondial fiéchit alors que notre argent accuse une plus-value. Le commerce mondial ne se redressera jamais tant que les nations du monde n'admettront pas que les monnaies et les valeurs doivent trouver leur propre niveau.

Quel est le véritable problème à la base de notre commerce avec l'Europe occidentale? L'autre jour à Wininpeg, M. Coldwell,—je vais m'abstenir de citer les paroles qu'il a prononcées à l'autre endroit,—a proposé que nous vendions nos marchandises à la Grande-Bretagne, quittes à en accepter le paiement en sterling. La formule semble judicieuse, mais c'est la méthode qu'ont suivie l'Inde, le Pakistan, Ceylan, l'Égypte et le moyen Orient. Et qu'est-il advenu? Les pays en cause détiennent des millions de livres sterling que la Grande-Bretagne ne remboursera jamais. C'est un des problèmes que la Grande-Bretagne doit résoudre aujourd'hui. Elle envoie ses marchandises à l'Inde où elle peut obtenir deux prix vu que l'Inde la paie en argent qui dort. Quel que soit le candidat victorieux demain en Grande-Bretagne,—Davies, Churchill ou Attlee,—la Grande-Bretagne ne pourra jamais se rétablir à moins que d'une façon ou d'une autre cette énorme dette ne soit annulée. Et si la Grande-Bretagne nous paie en sterling, à quoi nous servirait-il? Nous nous trouverions dans la même situation que celle où se trouvent l'Inde et les autres pays dont j'ai parlé.

J'ai lu un discours prononcé par le ministre des Affaires extérieures après son retour de la conférence de Ceylan; il y déclarait que

les sommes placées en extrême Orient sont excessives, ou des mots en ce sens, car je ne prétends pas le citer avec exactitude,—et que nous avons prêté à peu près tout l'argent que nous pouvions. Ceux d'entre nous qui étaient sénateurs ou députés il y a quatre ou cinq ans savent que nous avons prêté à la Chine 50 millions de dollars et plusieurs millions aux pays d'Europe, y compris la Grande-Bretagne elle-même. Cet argent ne nous sera jamais remboursé. Le Gouvernement le sait fort bien, à preuve certaines des mesures qu'il a mises en œuvre. Il a tenté par exemple d'en venir à une entente qui permettrait à des étudiants canadiens qui désirent fréquenter des universités en Grande-Bretagne, de payer leur cours à même les sommes que celle-ci nous doit. Jusque là c'est parfait; mais il s'agit simplement d'un accord conclu avec un débiteur insolvable que l'on créditerait de \$100 en retour d'une besogne valant à peu près \$10. Le sterling nous serait inutile. Nous ne saurions accepter une devise qu'il nous serait impossible d'échanger sur les marchés mondiaux. Rien ne sert de donner à entendre que nous le pouvons.

**L'honorable M. Howard:** Ce n'est là qu'une proposition de la C.C.F.

**L'honorable M. Haig:** Une crise du commerce mondial telle que notre pays n'en a jamais vue jusqu'ici nous confronte. Le premier frappé sera évidemment le producteur de matières premières, le pêcheur, le producteur de laitages, de fruits, de légumes, de céréales secondaires, l'éleveur de bestiaux et de porcs et, enfin, le producteur de blé. Mais seul le producteur de blé pourra tirer des revenus de sa récolte, parce que le blé, qui est l'aliment ayant le plus de valeur nutritive au monde, peut se conserver longtemps en entrepôt. Le bavardage (j'appuie sur l'expression) de certaines gens comme le directeur de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture dans notre pays, ne tend qu'à décourager nos gens. Comment pourrions-nous donner gratuitement nos produits excédentaires? Qui nous fournira l'argent nécessaire à l'achat des produits dont nous avons besoin? Les États-Unis se suffisent presque à eux-mêmes, mais non pas le Canada.

Avant le conflit, les services administratifs du pays coûtaient de 600 à 700 millions de dollars par année; ils s'élèveront, cette année, à près de 2 milliards 400 millions, soit près de trois fois et demie ce qu'il en coûtait il y a dix ans. Si le commerce mondial s'effondre, je me demande d'où viendront les impôts qui permettront de maintenir un tel rythme de dépenses. L'échelle actuelle des impôts est terriblement élevée. Depuis la fin de la guerre,